



Doc. 12916 Seconde édition
10 juillet 2012

La pression inhumaine exercée par le Gouvernement iraquien sur les résidents des camps Ashraf et Liberty est totalement inacceptable

Déclaration écrite n° 516

Cette déclaration écrite ne reflète pas la position de l'Assemblée, mais uniquement celle des membres qui l'ont signée. Elle ne fera pas l'objet de mesures supplémentaires de l'Assemblée.

Alors que le Premier ministre iraquien effectuait récemment une visite à Téhéran, la pression s'est intensifiée sur les résidents des camps Ashraf et Liberty. Le 20 avril, le Gouvernement iraquien a déployé des blindés dans le camp Liberty et enlevé les clôtures en dur entourant les caravanes, qu'ils protègent des explosions et des tempêtes de sable. Il refuse également toujours d'appliquer des accords avec le RSSG concernant la présence policière dans le camp. Faisant preuve d'inhumanité, le gouvernement empêche le transfert de véhicules et caravanes spéciaux pour les personnes handicapées.

L'infrastructure du Camp Liberty est dans un état critique. La ration d'eau par résident représente un tiers seulement de la consommation d'eau par personne en Iraq. Les résidents ne cessent d'adresser des requêtes au gouvernement et aux Nations Unies pour brancher les canalisations d'amenée d'eau du Camp sur le réseau urbain d'eau potable, sans réponse jusqu'à présent. Dans le même temps, des pressions s'exercent de plus en plus sur d'autres résidents locaux pour qu'ils se transfèrent à Camp Liberty.

Nous demandons instamment aux Etats membres, aux Etats-Unis et aux Nations Unies de mettre un terme aux nouvelles arrivées de résidents à Camp Liberty tant que les conditions minimum ne sont pas réunies, notamment par le retrait des blindés, le branchement aux réseaux urbains de distribution d'eau et d'électricité et le transfert d'au moins quelques voitures et de l'infrastructure nécessaire pour accueillir des patients. Les Nations Unies et leur Représentant spécial doivent adopter une position ferme face aux violations des engagements pris par le Gouvernement iraquien.

Signé (voir au verso)



Signé¹:

BINLEY Brian, Royaume-Uni, GDE
AGRAMUNT Pedro, Espagne, PPE/DC
ANTTILA Sirkka-Liisa, Finlande, ADLE
ASSAF Walid, Conseil national palestinien
BACKMAN Þuríður, Islande, GUE
BELLEN Alexander, van der, Autriche, SOC
BOCKEL Jean-Marie, France, PPE/DC
BOURZAI Bernadette, France, SOC
BRAUN Márton, Hongrie, PPE/DC
CHAGAF Ali Salem, Maroc
CILEVIČS Boriss, Lettonie, SOC
CONNARTY Michael, Royaume-Uni, SOC
CORSINI Paolo, Italie, SOC
DOBBIN Jim, Royaume-Uni, SOC
ESQUER GUTIÉRREZ Alberto, Mexique
GALE Roger, Royaume-Uni, GDE
GUNNARSSON Jonas, Suède, SOC
GUȚU Ana, République de Moldova, ADLE
HANCOCK Mike, Royaume-Uni, ADLE
HARANGOZÓ Gábor, Hongrie, SOC
HERKEL Andres, Estonie, PPE/DC
KHADER Qais, Conseil national palestinien
LEIGH Edward, Royaume-Uni, GDE
LĪBIŅA-EGNERE Inese, Lettonie, PPE/DC
LOKLINDT Lone, Danemark, ADLE
MANZONE-SAQUET Nicole, Monaco, PPE/DC
MARQUET Bernard, Monaco, ADLE
MATEU PI Meritxell, Andorre, ADLE
MATTILA Pirkko, Finlande, NI
MEALE Alan, Royaume-Uni, SOC
MICHEL Jean-Pierre, France, SOC
MORIAU Patrick, Belgique, SOC
MYLLER Riitta, Finlande, SOC
O'REILLY Joseph, Irlande, PPE/DC
O'SULLIVAN Maureen, Irlande, GUE
PHELAN John Paul, Irlande, PPE/DC
RUMMO Paul-Eerik, Estonie, ADLE
SCHWALLER Urs, Suisse, PPE/DC
SKINNARI Jouko, Finlande, SOC
SOBOLEV Serhiy, Ukraine, PPE/DC
SZABÓ Vilmos, Hongrie, SOC
VAREIKIS Egidijus, Lituanie, PPE/DC
VEGA DE LA MADRID Francisco Arturo, Mexique
VEJKEY Imre, Hongrie, PPE/DC
VERCAMER Stefaan, Belgique, PPE/DC
VIROLAINEN Anne-Mari, Finlande, PPE/DC
VOLONTÈ Luca, Italie, PPE/DC
VORUZ Eric, Suisse, SOC
ZINGERIS Emanuelis, Lituanie, PPE/DC

Total = 44

1. ADLE: Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe
GDE: Groupe démocrate européen
GUE: Groupe pour la gauche unitaire européenne
PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen
SOC: Groupe socialiste
NI: non inscrit dans un groupe